

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
DIRECTION GENERALE DES COLLECTIVITES LOCALES
DEA-DRSC

AO 29/2020/O

**ASSISTANCE TECHNIQUE RELATIVE A L'EVALUATION ET AU SUIVI DES PROGRAMMES ET DU
SECTEUR DE LA DISTRIBUTION D'EAU POTABLE**

TERMES DE REFERENCE

Sommaire

1. OBJET DU MARCHE.....	3
2. CONTEXTE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE	3
3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'IC	3
4. LIVRABLES.....	8
5. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR L'EXECUTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE	9
6. DUREE DES PRESTATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE.....	10
7. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE	10
8. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUEE	10
9. OBLIGATIONS DE L'INGENIEUR CONSEIL.....	10
10. MODALITES DE PAIEMENT	11
11. RECEPTION DE L'ETUDE.....	11
12. VALIDITE – DUREE	11
13. CONFIDENTIALITE	11
14. REGLEMENT DES DIFFERENDS - RESILIATION.....	11
15. BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRE	12

1. OBJET DU MARCHE

Le présent appel d'offres a pour objet la mise en place d'une assistance technique relative à l'évaluation et au suivi des programmes et du secteur de la distribution d'eau potable.

Il est lancé par Redal (Maitre d'Ouvrage Déléguee) pour le compte du Ministère de l'Intérieur (Maitre d'Ouvrage) - Direction de l'Eau et d'Assainissement (DEA) et Direction des Régies et Services Concédés du Ministère de l'Intérieur.

L'Ingénieur Conseil mettra à la disposition du Maître d'Ouvrage son savoir-faire et son expérience en matière d'assistance technique dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement notamment les prestations d'études, d'expertise, d'évaluation, d'organisation et de gestion et suivi des projets.

2. CONTEXTE DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour assurer un meilleur accompagnement des collectivités territoriales dans le domaine de l'eau potable, à travers notamment le suivi des systèmes d'approvisionnement en eau potable (AEP) et de la mise en œuvre des projets d'AEP inscrits dans le cadre du Programme National d'Approvisionnement en eau potable et d'Irrigation (PNAEI) 2020-2027, cette assistance technique vise principalement à assister le maître d'ouvrage (Direction DEA-DRSC) pour :

- i. Dresser une situation globale des systèmes d'approvisionnement en eau potable par province et préfecture (villes, centres et douars) avec des schémas synoptiques y afférents ;
- ii. Le suivi des projets prévus dans le cadre du programme PNAEI au niveau de l'ensemble des communes du territoire national ;
- iii. L'élaboration et l'évaluation annuelle des composantes du programme PNAEI en relation avec les activités du maître d'ouvrage ;
- iv. Le suivi du secteur de l'eau potable à l'échelle nationale à travers des indicateurs de performance ;
- v. L'examen des études techniques des projets d'AEP établis par les communes ou des opérateurs ;
- vi. La réalisation des missions d'expertise technique et de suivi de l'état d'avancement des projets ;
- vii. L'établissement des documents types, des brochures et guides techniques au profit des communes ;
- viii. Etc....

3. PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'IC

Au début de son intervention, le titulaire de cette assistance (Ingénieur Conseil "I.C") doit prendre connaissance des différentes missions et actions à mener dans le cadre de cette assistance et procédera à l'élaboration d'une note méthodologique, décrivant l'approche globale de l'exécution des prestations et de déroulement des missions et le planning général d'exécution. Cette note doit être soumise au maître d'ouvrage pour validation.

Pour l'exécution de cette assistance, les prestations sont scindées en deux missions :

Mission 1 : Etablissement d'un état global des systèmes d'approvisionnement en eau potable de l'ensemble des collectivités territoriales

Dans le cadre de cette première mission et sur la base des études et des données disponibles au niveau du maître d'ouvrage et d'autres Départements et opérateurs concernés, l'I.C sera amené à :

- ✓ Dresser la situation de l'ensemble des systèmes d'approvisionnement en eau potable existants ou en cours de réalisation par province/préfecture, et communes en analysant à titre indicatif les points suivants :
 - Description générale des systèmes d'AEP (ressources en eau mobilisées, production, stockage, distribution, modes de desserte, modes de gestion, ...) ;
 - L'état des ressources en eau en termes de quantité et qualité ;
 - L'état des systèmes d'adduction d'eau (capacité du transit, défaillances, arrêts, saturation, ...) ;
 - Les bilans besoins-ressources et risque de saturation des ressources en eau ;
 - Le taux d'accès à l'eau potable (branchement individuel, borne fontaines, ...);
 - L'état de fonctionnement des systèmes d'AEP rurale et causes du dysfonctionnement.
- ✓ Etablir les schémas synoptiques des systèmes d'AEP par province/préfecture, et communes ;
- ✓ Définir un mécanisme d'alerte pour les zones qui pourraient être en déficit hydrique ;
- ✓ Analyser les études à caractère national et local : plan national de l'eau, plans directeurs d'aménagement intégrer des ressources en eau (PDAIRE), les schémas ou plans directeurs d'AEP, ... etc. ;
- ✓ Suivre la situation du secteur de l'eau potable à l'échelle national et régional à travers un tableau de bord d'indicateurs à définir en concertation avec le maître d'ouvrage ;
- ✓ Etablir un rapport annuel relatif au secteur de l'eau potable au niveau national et régional.

Mission 2 : Accompagnement au suivi des projets prévus dans le cadre du programme PNAEI

L'IC est tenue d'accompagner le maître d'ouvrage pour le suivi de l'ensemble des projets prévus dans le cadre du programme PNAEI en fonction de la catégorie des projets suivante :

1^{ère} catégorie : Projets pilotés par les Ministères chargés de l'Eau et de l'Agriculture et les opérateurs (ONEE, Régies autonomes et délégataires privés) :

Les projets de cette catégorie concernent la construction des grands barrages, des petits barrages et lacs collinaires et des stations de dessalement, des projets de renforcement et

de sécurisation d'AEP en milieu urbain, d'économie d'eau d'irrigation. Les principaux projets prévus dans le cadre de ce programme PNAEI sont :

I. DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE

I.1. Grand barrages :

- Poursuite de la construction de 14 barrages d'une capacité totale de 3,1 Milliards m³ ;
- Lancement de 20 nouveaux barrages d'une capacité totale de 5,38 Milliards m³.

I.2. Petits barrages :

- Lancement de nouveaux petits barrages et lacs collinaires (20 à 30 projets par an) sur la base des 909 sites identifiés répartis sur 69 provinces.

I.3. Dessalement d'eau de mer

- Poursuite de la construction de 5 stations de dessalement d'eau de mer pour un débit maximum de 328 000 m³/j (Agadir, Laâyoune, Al Hoceima, Tarfaya et Sidi Ifni).
- Lancement de 3 nouvelles stations pour un débit maximum de 243 300 m³/j (Casablanca, Dakhla, Safi).

I.4. Renforcement et sécurisation de l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain : Il s'agit de la réalisation par les opérateurs (ONEE, Régies autonomes et délégataires privés) des projets structurants de renforcement de la production, des stations de traitement et des adductions ainsi que la sécurisation des réseaux de transport et de distribution d'eau au niveau des villes et centres.

II. GESTION DE LA DEMANDE ET ECONOMIE D'EAU

II.1. Programme d'irrigation :

- Reconversion collective à l'irrigation localisée ;
- Reconversion individuelle à l'irrigation localisée ;
- Modernisation et réhabilitation des systèmes d'adduction d'eau à but multiple ;
- Sauvegarde de l'irrigation de la plaine de Saiss ;
- Aménagement hydroagricole de la zone sud-est de la plaine de Gharb sur 30 000 hectares.

L'IC est tenue d'assister le maître d'ouvrage au suivi des ces projets engagés au niveau de de l'ensemble des communes dans le cadre du PNAEI sur la base d'un modèle de reporting qui sera arrêté avec les maîtres d'ouvrages chargés de la réalisation des projets et validé par le maître d'ouvrage. A cet effet, l'IC est chargé de :

- ✓ Analyser et actualiser la liste des projets disponibles au niveau du maître d'ouvrage. Cette analyse et actualisation de la liste des projets doit tenir compte des projets déjà

engagés ou programmés par les opérateurs concernés (Ministère chargé de l'Eau, ONEE, Régies autonomes et délégataires privés) ;

- ✓ Etablir un canevas de suivi de ces projets et une base de données dédiée qui permettra de ressortir des indicateurs de suivi sur le plan technique et financier. Assister le maître d'ouvrage pour les projets de petits barrages et lacs collinaires, à évaluer les besoins et les projets exprimés par les provinces et préfectures et élaborer un programme annuel d'investissement.

2^{ème} catégorie : Projets pilotés par le Ministère de l'Intérieur et les collectivités territoriales :

Il s'agit des projets relatifs à l'amélioration des rendements des réseaux de distribution et à l'autonomie de réserve en eau potable, des projets d'approvisionnement en eau potable en milieu rural et des projets de réutilisation des eaux usées épurées, prévus dans le cadre de ce programme PNAEI :

I. GESTION DE LA DEMANDE ET ECONOMIE D'EAU

I.1. Economie d'eau potable dans les réseaux de distribution :

L'objectif de cette action est d'améliorer les rendements des réseaux pour atteindre 78% à l'horizon de 2027, au niveau des villes et centres urbains gérés par les opérateurs (ONEE, Régies autonomes et délégataires privés). A ce titre, l'IC est tenu de suivre :

- Le programme d'investissement des opérateurs pour l'amélioration des rendements des systèmes et des réseaux.
- Les rendements des systèmes d'adduction ;
- Les rendements des réseaux de distribution d'eau et les indices linéaires de pertes au niveau du chaque ville et centres gérés par les opérateurs ;
- Le rendement global à l'échelle nationale des systèmes d'adduction et des réseaux de distribution,
- L'état des infrastructures (renforcement, renouvellement, défaillances, ...) ;
- Le système de comptage à la production et la distribution.

I.2. Augmentation de l'autonomie de réserve en eau potable :

Cette action vise le renforcement des ouvrages de stockage de l'eau potable en vue d'atteindre une autonomie de réserve en eau de 24 heures au niveau des villes et centres gérés par les opérateurs (ONEE, Régies autonomes et délégataires privés). A cet effet, l'IC est tenu de suivre à titre indicatif :

- Le programme d'investissement des opérateurs pour l'augmentation de l'autonomie de réserve ;
- L'état et la capacité de stockage d'eau au niveau de chaque ville et centre ;

- Evaluer l'autonomie de réserve en eau potable et le bilan besoins-stockage au niveau de chaque ville et centre.

II. RENFORCEMENT DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE EN MILIEU RURAL

Les principales actions prévues pour cet axe sont réparties entre :

- Généralisation des réseaux de distribution et des branchements individuels au niveau des centres ruraux :
 - 160 centres par l'ONEE au profit de 400 500 habitants ;
 - 659 centres programmés au profit de 811 000 habitants.
- Généralisation de l'accès à l'eau et pérennisation des systèmes au niveau des douars :
 - 10 818 douars en cours au profit de 3 Millions d'habitants :
 - ✓ Programme ONEE en cours : 5 818 douars ;
 - ✓ PRDTS : 5 000 douars.
 - 7 876 douars programmés au profit de 2,7 Millions habitants.

III. REUTILISATION DES EAUX USEES TRAITEES

- Le programme national d'assainissement liquide mutualisé et de la réutilisation des eaux usées (PNAM), adopté en 2018, comporte 3 composantes, à savoir :
 - Poursuite de l'assainissement liquide de 128 villes et centres urbains ;
 - Assainissement liquide de 1207 centres ruraux ;
 - Réutilisation des eaux usées (arrosage des golfs et espaces verts, usage industriel, irrigation...etc).
- La première tranche de la composante réutilisation du PNAM vise la mobilisation de 100 millions m³/an à l'horizon 2027 ;
- 87 projets programmés dont 22 pour l'arrosage des golfs pour un coût global de l'ordre de 2,34 MMDH.

Pour les projets des composantes II et III (AEP rural et réutilisation), l'IC sera amené à assister le maître d'ouvrage pour réaliser les prestations suivantes :

- ✓ Analyser et actualiser la liste des projets disponibles au niveau du maître d'ouvrage. Cette analyse et actualisation de la liste des projets doit tenir compte des projets déjà engagés ou programmés par les opérateurs (ONEE, Régies autonomes et délégataires privés) et les collectivités territoriales.
- ✓ Faire ressortir une situation des projets d'AEP rural par province et commune (centres et douars) à partir d'une base de données dédiée. L'IC sera amené à

examiner la base de données qui sera mise à sa disposition par le maître d'ouvrage et à proposer les améliorations nécessaires.

- ✓ Etablir un programme annuel d'investissement sur la base des critères techniques appropriés (disponibilité des ressources en eau, des études techniques des projets, importance démographique des localités, ciblage des localités dépourvues et des systèmes d'AEP, des ressources en eau, ...).
- ✓ Examiner les études techniques des projets d'AEP et de réutilisation disponibles à la demande du maître d'ouvrage.
- ✓ Préparer les dossiers d'appel d'offres types pour le lancement des travaux relatifs aux projets d'AEP et de réutilisation.
- ✓ Assurer un suivi régulier des projets d'AEP et de réutilisation engagés au niveau de de l'ensemble des communes dans le cadre du PNAEI sur la base d'un mécanisme de reporting qui sera arrêté et validé par le maître d'ouvrage. A cet effet, l'IC est chargé d'établir un canevas de suivi de ces projets et une base de données dédiée qui permettra de ressortir des indicateurs de suivi sur le plan technique et financier.
- ✓ Réaliser à la demande du maître d'ouvrage, des visites de terrain et des missions d'expertise technique et de suivi de l'état d'avancement des projets.

Pour toutes les catégories des projets, l'I.C est tenu d'établir :

- ✓ un rapport d'état d'avancement semestriel de l'ensemble des projets avec des indicateurs de suivi pertinents et en faisant ressortir les contraintes rencontrées et les solutions proposées pour les surmonter.
- ✓ un rapport global annuel d'évaluation du programme avec présentation des indicateurs de suivi.
- ✓ des brochures et des guides techniques au profit des collectivités territoriales.

4. LIVRABLES

L'IC établira les rapports suivants à soumettre au maître d'ouvrage pour validation :

- ✓ Rapport de démarrage incluant la méthodologie de mise en œuvre, le planning général d'exécution et les ressources mobilisées pour cette assistance technique.
- ✓ Rapport mensuel décrivant les prestations réalisées par l'IC au cours du mois précédent.
- ✓ Rapport trimestriel sera préparé et validé par le MO et servira comme base de paiement du forfait trimestriel.
- ✓ Rapports annuels, présentant :
 - une synthèse des prestations réalisées par l'IC pour chaque mission ;

- un rapport relatif au secteur de l'eau potable au niveau national et régional ;
 - un rapport de suivi d'état d'avancement de l'ensemble des projets du PNAEI avec présentation des indicateurs de suivi pertinents, une évaluation des programmes d'investissement et en faisant ressortir les contraintes rencontrées et les solutions proposées pour les surmonter.
- ✓ Rapports des visites de terrain effectués par l'IC avec photos ;
 - ✓ Rapport définitif, présentant une synthèse des activités réalisées par l'IC durant toute la période de l'assistance technique.

Tous les rapports sont à fournir en trois (03) exemplaires en plus d'un support informatique exploitable.

Ces rapports, en édition provisoire, seront soumis à l'appréciation du maître d'ouvrage. L'IC tiendra compte de l'ensemble des remarques et observations formulées pour produire les rapports définitifs.

Le maître d'ouvrage dispose de quinze (15) jours ouvrables pour examiner les rapports produits par l'IC et émettre ses remarques et modifications. Les délais fixés pour l'examen des rapports ne sont pas pris en compte dans le délai d'exécution du marché.

Le délai de remise des rapports définitifs est de quinze (15) jours ouvrables à compter de la date de remise par le maître d'ouvrage des remarques à l'IC.

Les livrables établis par l'IC dans le cadre de cette assistance technique deviendront propriété exclusive du maître d'ouvrage.

En cas d'utilisation par l'IC d'un droit de licence, celui-ci est censé en avoir reçu l'autorisation écrite de son détenteur. En cas de litige à ce sujet, le maître d'ouvrage ne sera en aucun cas concerné, l'IC devant supporter les conséquences pouvant en découler.

5. MOYENS A METTRE EN ŒUVRE POUR L'EXECUTION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'IC s'engage à affecter les moyens humains et matériels nécessaires à la bonne exécution des prestations dans les meilleures conditions et dans les délais impartis.

L'IC doit s'engager à affecter à la réalisation des prestations, une équipe du projet ayant une bonne expérience dans le domaine d'hydraulique en général et d'eau potable et d'assainissement liquide en particulier. Cette équipe se compose au minimum de :

- ✓ Un (1) ingénieur d'état de profil hydraulicien, Coordinateur du projet, d'au minimum 15 ans d'expérience dans les domaines des études et suivi des travaux d'eau potable et d'assainissement liquide. **(Présence minimale de 5 jours par mois sur la période de l'étude)**
- ✓ Deux (2) ingénieurs d'état de profil hydraulicien, d'au moins 10 ans d'expérience dans les domaines des études et suivi des travaux d'eau potable. **(Présence permanente chez le MO pendant toute la période de l'étude.)**

- ✓ Un (1) ingénieur d'état de profil hydraulicien, GC ou Environnement, d'au moins 10 ans d'expérience dans les domaines des études et/ou suivi des travaux d'assainissement liquide et de réutilisation. **(Durée d'intervention minimale de 4 mois sur la période de l'étude)**
- ✓ Six (06) techniciens d'au moins 10 ans d'expérience chacun, pour le traitement des données des prestations prévues dans cette assistance technique. **(Durée d'intervention totale cumulée minimale de 24 mois sur la période de l'étude, sans présence permanente)**

L'ingénieur Coordonnateur du projet, les trois ingénieurs hydrauliciens et six techniciens seront affectés pendant toute la durée du marché, pour l'exécution des prestations de l'assistance technique.

Dans cette configuration, deux équipes de projets sont à former. Chacune constituée d'un (01) ingénieur et trois (03) techniciens, et chaque équipe prendra en charge six (06) régions.

Les outils du travail (Ordinateur, imprimante, logiciels, photocopie et fourniture de bureau, moyens de déplacement et frais de séjour) sont à la charge de l'IC.

6. DUREE DES PRESTATION DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE

La durée globale de l'assistance technique est fixée à **36 mois** à partir de la date de notification de l'ordre de service de commencement des prestations.

7. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage fournit à l'Ingénieur Conseil tous les documents et informations qu'il a à sa disposition, elle lui prête le concours que l'Ingénieur Conseil peut raisonnablement demander en vue de l'acquittement de ses obligations en vertu du présent marché.

L'IC devra prendre toutes les dispositions pour compléter ces informations auprès des établissements et organismes concernés.

8. OBLIGATIONS DU MAITRE D'OUVRAGE DELEGUEE

Le Maître d'Ouvrage Déléguee s'engage d'acquitter les décomptes provisoires et définitifs établis par le prestataire dès leur validation et réception de la part du Maître d'Ouvrage.

9. OBLIGATIONS DE L'INGENIEUR CONSEIL

L'IC s'engage à exécuter ses prestations et devra faire intervenir les experts qu'il aura proposés dans son offre technique. Toutefois, en cas de force majeure dûment justifiée, il devra proposer en remplacement, des experts de qualification et d'expérience au moins équivalentes et après accord de la DEA.

L'IC appréciera sous sa responsabilité l'étendue et la consistance des diligences à accomplir, compte tenu des objectifs assignés à cette assistance. Toutefois, tout au long des Missions et préalablement à la réception définitive des rapports, la DEA se réserve le droit de faire procéder à la revue des diligences menées par l'IC ainsi que des dossiers et documents de travail par tout mandataire que celui-ci désignera.

En conséquence, quel que soit le résultat de ses investigations, l'IC demeure responsable vis-à-vis de la DEA pour l'avis et les conclusions qu'il formule.

10. MODALITES DE PAIEMENT

Les paiements sont effectués, après validation des situations et des rapports trimestriels par la DEA-DRSC.

Les paiements seront effectués en douze forfaits trimestriels.

Le forfait sera calculé sur la base de 90% de la proposition forfaitaire globale de l'IC.

Les 10% seront versés après validation du MO du rapport global définitif de l'étude.

Redal réglera à l'IC les montants des prestations exécutées dans un délai maximum de 30 jours fin mois, après présentation des factures correspondantes validées par le Maître d'Ouvrage.

11. RECEPTION DE L'ETUDE

Les réceptions définitives seront prononcées par le maître d'ouvrage à l'achèvement des missions objet de cette assistance.

12. VALIDITE – DUREE

Le présent marché n'est valable et exécutoire qu'après sa signature par les deux parties.

13. CONFIDENTIALITE

Pendant toute la durée de réalisation de la mission et pendant la période qui suivra sa réalisation, l'IC est tenue de respecter une stricte confidentialité vis-à-vis des tiers, pour toutes informations relatives à la mission ou collectées à son occasion (aucune reproduction ou diffusion des rapports de mission n'est admise).

14. REGLEMENT DES DIFFERENDS - RESILIATION

Tout litige ou différend survenu lors de l'exécution du présent marché ou relatif à ce marché, et qui ne peut être réglé à l'amiable entre les deux parties, est réglé définitivement conformément aux lois en vigueur.

En cas de résiliation du marché, l'IC ne peut prétendre à aucun paiement à l'exception des paiements relatifs aux services rendus de façon satisfaisante, aux dépenses engagées dans le cadre du marché avant la date de la dite résiliation, aux dépenses engagées et d'une façon ordonnée en vue de mettre fin à la prestation des services dans les meilleurs délais.

15. BORDEREAU DES PRIX FORFAITAIRE

N° du prix	Désignation des prestations	Unité	Quantité	Prix unitaire forfaitaire DH HT	Prix total forfaitaire DH HT
1	Mission 1 : Etablissement d'un état global des systèmes d'approvisionnement en eau potable de l'ensemble des collectivités territoriales	Forfait	1		
2	Mission 2 : Accompagnement au suivi des projets prévus dans le cadre du PNAEI	Forfait	1		
Total DH HTVA					
TVA (20%)					
Total DH TTC					

L'IC fournira une décomposition des forfaits dans son offre financière.